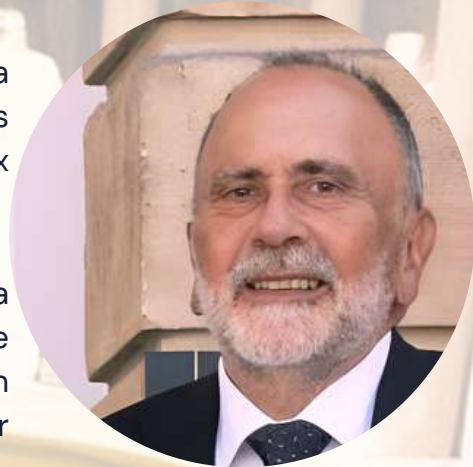


AUDITION DES REPRESENTANTS DES GREFFES FORCE OUVRIERE LE 12 NOVEMBRE 2025 AVEC LE SENATEUR GUY BENARROCHE

A la demande du Sénateur Guy Benarroche, **Force Ouvrière** a participé à une audition et a répondu aux nombreuses questions posées par le Sénateur sur la situation des greffes des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel.

Les échanges ont porté sur notre actualité, notamment la détérioration des conditions de travail liée à la difficulté croissante de recrutement des agents de greffe et à l'augmentation inquiétante du contentieux, sur la double gestion et également sur le budget alloué aux juridictions.



CETTE AUDITION EST UNE OCCASION IMPORTANTE QUE FO A VOULU SAISIR AFIN DE RAPPELER LES PRIORITÉS SUIVANTES :

- RÉPONDRE AUX ATTENTES LÉGITIMES DES AGENTS : AUGMENTER LES RÉMUNÉRATIONS, ACCÉLÉRER LES AVANCEMENTS, VALORISER LES MÉTIERS DES GREFFES ET LES RENDRE AINSI PLUS ATTRACTIFS.**
- RENFORCER LES EFFECTIFS DE GREFFE AFIN DE TENIR COMPTE DE L'ACCROISSEMENT DE LA CHARGE DE TRAVAIL DES SERVICES.**
- FINALISER LA RÉFLEXION SUR LE MAINTIEN OU NON DE NOTRE DOUBLE GESTION.**

Dans le cadre des échanges, le Sénateur a interrogé votre représentante FO sur la loi de finances et les conséquences pour les greffes des restrictions budgétaires.

Si le projet de loi de finances prévoyait initialement pour 2025 la création de 40 emplois, soit 25 postes de magistrats et 15 postes d'agents de greffe, les restrictions budgétaires ont finalement imposé la réduction de 10 emplois de greffe pour le 31/12/2025.

Cette baisse du nombre de postes ne peut qu'inquiéter les agents et leurs représentants. En effet, FO considère que les effectifs sont déjà sous-dimensionnés dans la plupart des juridictions, les agents de greffe doivent faire face à un accroissement de leurs activités, avec les risques de RPS et de souffrance au travail que cela engendre. La situation est vraiment préoccupante !

Nous avons donc insisté auprès du Sénateur sur la nécessité d'augmenter les effectifs de greffe d'autant que le contexte est actuellement très défavorable avec une hausse des requêtes en entrée de près de 20% !

LE 1 SYNDICAT

DES PREFS, SGCD, SGAMI ET JA

FO@JURADM.FR

